

# La Société Civile : Partenaire et Watchdog Institutionnel

dans les Nouvelles Unités Administratives en Albanie

---

**Roland BEJKO PhDc**

Programme doctoral en  
Sciences politiques et  
administratives, spécialisé en  
Gouvernance et Politiques  
Publiques

European University of Tirana

---

# La Réforme de 2015 : Succès Administratif, Défi Démocratique

---

La réforme territoriale et administrative de 2015 a profondément redessiné la carte institutionnelle de l'Albanie, consolidant le pays en 61 grandes municipalités.

Cette restructuration ambitieuse visait à accroître l'efficacité l'efficacité administrative, à optimiser l'allocation des ressources ressources publiques et à rapprocher les services des citoyens citoyens.

**Cependant, la création de ces entités territoriales plus vastes a également posé un défi démocratique majeur.**

## Le Défi Démocratique

- **Consolidation** : Passage de 373 à 61 municipalités municipalités
- **Centralisation** : Concentration accrue des pouvoirs pouvoirs locaux
- **Efficacité** : Amélioration de la capacité administrative administrative
- **Question centrale** : *Comment garantir que ces administrations locales restent transparentes, responsables et à l'écoute ?*

# Les Limites du Modèle Actuel : Un Vide Structurel à Comblar

---

Le paradigme traditionnel de la participation citoyenne, souvent ponctuel et consultatif, montre ses limites. La consolidation territoriale a inévitablement éloigné le centre de décision de la périphérie citoyenne. Le rôle de « watchdog » est souvent perçu par les élus comme une posture d'adversité plutôt que comme un mécanisme constructif.



## Défaut de Reconnaissance

Les ONG locales mènent un travail remarquable de suivi civique, mais leurs actions se heurtent à l'absence de reconnaissance formelle par les autorités municipales.



## Opacité de l'Information

Bien que des mécanismes de transparence existent sur le papier, leur mise en œuvre demeure inégale, avec un manque d'accès systématique à l'information.



## Précarité Financière

Les organisations de la société civile locales souffrent d'une précarité financière qui compromet leur indépendance et limite leur capacité d'action.

# La Proposition : Créer des Conseils Civiques de Partenariat et de Veille (CCPV)

---

Pour surmonter cette dynamique de méfiance, il est nécessaire de concevoir une architecture de redevabilité intégrant la société civile directement dans l'écosystème administratif, sans pour autant compromettre son indépendance.

La proposition centrale est l'établissement de **Conseils Civiques de Partenariat et de Veille (CCPV)** au sein de chaque municipalité et de chaque conseil régional.

**Cette intégration structurelle permettrait de transformer la critique externe en une force de proposition interne et continue.**

## Prérogatives et Caractéristiques

- **Ancrage Légal** : Structures formellement inscrites dans les chartes municipales et régionales
- **Transparence** : Accès garanti à l'information et aux documents administratifs
- **Évaluation** : Droit d'évaluation des politiques publiques locales
- **Redevabilité** : Mandat de publication de rapports de veille indépendante
- **Suivi Budgétaire** : Contrôle rigoureux de l'exécution des budgets

## Composition des CCPV : ONG, Diaspora et Bénévoles Civiques

---

La composition de ces conseils est cruciale. Ils doivent rassembler une pluralité d'acteurs pour garantir une représentativité réelle et une capacité d'analyse multidimensionnelle.

Loin d'être des structures homogènes, les CCPV ont vocation à créer une synergie entre la connaissance fine du terrain local et l'expertise technique internationale.

**L'inclusion formelle de la diaspora constitue un atout inestimable pour le développement local et le transfert de compétences.**



### ONG et Associations Locales

Organisations spécialisées (environnement, droits sociaux, urbanisme) et associations de quartier apportant une connaissance directe des réalités locales.



### Diaspora Albanaise

Représentants apportant une expertise technique, des ressources intellectuelles et une expérience concrète des normes de gouvernance européennes.



### Experts Indépendants

Universitaires, chercheurs et professionnels apportant une rigueur méthodologique dans l'évaluation des politiques publiques.

# Innovation Clé : La Diaspora Participe en Ligne via une Plateforme Dédiée

---

Il est essentiel que la participation de la diaspora ne soit pas entravée par la distance géographique. Que ses membres soient physiquement présents ou non, une alternative structurelle doit être garantie.

Cette hybridation du modèle de participation — alliant présence physique locale et contribution numérique transnationale — constitue une innovation majeure pour la gouvernance locale albanaise.

**L'expertise de la diaspora reste ainsi mobilisable de manière continue, inclusive et transparente.**

## Fonctionnalités de la Plateforme

- **Consultation** : Accès sécurisé et instantané aux documents municipaux et budgétaires
- **Évaluation** : Soumission de rapports de veille et d'évaluations d'évaluations indépendantes en ligne
- **Délibération** : Participation aux réunions des Conseils Civiques en Civiques en temps réel
- **Transparence** : Traçabilité des contributions et des recommandations émises
- **Inclusion** : Abolition des frontières géographiques pour l'engagement civique

# Le Volontariat : Fondement de l'Indépendance et de la Légitimité Morale

---

Le fonctionnement de ces structures reposerait sur le principe du volontariat. L'engagement bénévole des membres garantirait l'indépendance de la structure vis-à-vis des pressions politiques et financières locales.

En l'absence de rémunération institutionnelle, les membres sont libres de toute obligation de loyauté envers l'administration qu'ils sont chargés de contrôler ou de conseiller.

**Ce statut de volontaires, loin d'être une faiblesse, conférerait une autorité morale et une légitimité incontestables à leurs recommandations et à leurs rapports de veille.**

## Impacts du Statut Bénévole

- **Indépendance Totale** : Protection contre les pressions politiques et financières locales.
- **Autorité Morale** : Renforcement de la crédibilité des rapports rapports et recommandations publiés.
- **Légitimité Démocratique** : Engagement fondé sur le devoir devoir civique et l'intérêt général.
- **Soutenabilité** : Modèle financièrement viable et reproductible reproductible pour toutes les municipalités.

# Rôle 1 — Partenaire Stratégique : Co-Créer les Politiques Publiques

En tant que partenaire stratégique, la structure participerait activement à la co-création des politiques publiques.

Les ONG et la diaspora apporteraient leur expertise de terrain et leurs compétences techniques dès la phase de conception des projets municipaux. Ils faciliteraient la mise en œuvre de budgets participatifs, en veillant à ce que les investissements publics reflètent les priorités réelles des citoyens.

Cette collaboration en amont permettrait de prévenir les conflits, d'optimiser l'utilisation des fonds publics et de concevoir des services plus inclusifs et durables.

## Actions de Partenariat

- **Co-conception** : Élaboration conjointe des politiques publiques
- **Budgets participatifs** : Facilitation de l'allocation citoyenne des ressources
- **Expertise technique** : Apport de compétences spécialisées (ONG et diaspora)
- **Prévention** : Anticipation et résolution des conflits d'usage
- **Optimisation** : Amélioration de l'efficacité des investissements locaux

## Rôle 2 — Watchdog Institutionnel : Surveiller, Évaluer, Publier

---

### Actions de Veille

- **Transparence** : Accès privilégié aux documents administratifs
- **Contrôle** : Suivi des processus de passation des marchés publics
- **Audit** : Suivi rigoureux des rapports d'exécution budgétaire
- **Évaluation** : Publication d'évaluations indépendantes de la transparence
- **Redevabilité** : Normalisation de la culture de culture de la redevabilité

En tant qu'entité de veille (watchdog), la structure exercerait un contrôle continu et rigoureux sur l'action publique locale.

Grâce à son statut reconnu, elle bénéficierait d'un accès privilégié aux documents administratifs, aux processus de passation des marchés publics et aux rapports d'exécution budgétaire.

Elle aurait pour mandat de publier des évaluations indépendantes de la transparence des conseils municipaux et de la qualité des services fournis.

**Ce modèle démontrerait qu'un contrôle rigoureux n'est pas une entrave à l'action publique, mais bien une garantie de son intégrité et de son efficacité.**

# Les Bénéfices Systémiques : Redevabilité, Confiance et Cohésion Sociale

---

L'institutionnalisation de ces structures de la société civile produirait des bénéfices systémiques pour la gouvernance locale en Albanie.

En rendant le contrôle civique permanent, structuré et légitime, les administrations locales seraient incitées à adopter des pratiques de gestion plus transparentes et plus rigoureuses.

## Redevabilité (Accountability)

Réduction des risques de corruption, de clientélisme et de mauvaise allocation des ressources grâce à une veille experte.

---

## Confiance Institutionnelle

Restauration de la confiance des citoyens voyant leurs représentants représentants formellement impliqués dans la gestion de leur cité.

---

## Cohésion Sociale

Renforcement profond de la relation entre les structures administratives, les administratives, les ONG et la société dans son ensemble.

---

## Engagement Transnational

Consolidation du sentiment d'appartenance nationale via l'inclusion de la diaspora au service du développement du pays.

# Conclusion et Recommandations : Pour des Municipalités Transparentes et Résilientes

---

La réussite de la réforme territoriale dépend fondamentalement de la capacité des nouvelles unités administratives à intégrer la société civile en tant que pilier central de leur gouvernance. Ce modèle hybride transforme la société civile d'une force de contestation externe en un moteur interne de bonne gouvernance.

## 1 Ancrage Législatif

Inscrire formellement les CCPV dans les chartes municipales et la législation nationale.

## 2 Transparence Garantie

Garantir un accès légal, systématique et inconditionnel aux documents administratifs et budgétaires.

## 3 Statut du Bénévole

Reconnaître formellement le statut de bénévole civique dans le droit albanais pour protéger cet engagement.

## 4 Plateforme Numérique

Déployer l'infrastructure numérique nécessaire pour intégrer pleinement la diaspora dans les mécanismes de gouvernance.

## 5 Audace Politique

Accepter de partager le pouvoir de contrôle et reconnaître formellement la valeur inestimable de l'engagement civique.